

Le Point.fr - Publié le 18/03/2012 à 09:17 - Modifié le 20/03/2012 à 09:21

Les États-Unis auraient apporté leur soutien à l'OAS en 1962

DOCUMENT. Un rapport des services secrets suisses indique que les États-Unis ont poussé l'OAS à négocier en juin 1962 avec le FLN.



Pour les services secrets suisses, les États-Unis auraient poussé l'OAS à s'entendre avec l'aile modérée du FLN par l'intermédiaire de Jacques Chevallier, ancien maire d'Alger et ancien secrétaire d'État à la Défense, Jean-Jacques Susini, le numéro deux de l'OAS (ci-dessus), derrière le général Raoul Salan et le colonel Jean Gardes. © Jack Guez / AFP

En juin 1962, alors que tout est perdu pour l'Organisation armée secrète (OAS), Jean-Jacques Susini, le numéro deux, tente un coup de poker. Il entre en contact avec des modérés du Front de libération nationale (FLN) en l'Algérie, son ennemi mortel, afin de négocier des garanties pour les pieds-noirs qui ne quitteraient pas le pays. L'information est connue, Fernand Carréras y a même consacré un ouvrage en 1967, *L'accord FLN-OAS*. En revanche, on ignorait que ce rapprochement avait peut-être été encouragé par les États-Unis.

Dans un document de cinq pages, datant du 2 juillet 1962*, intitulé "L'intervention des services américains en Algérie", le colonel EMG Musy, chef de la section des renseignements, au service de l'état-major général suisse, affirme que les Américains, redoutant que l'Algérie indépendante ne tombe dans le giron de l'URSS, auraient poussé l'OAS à s'entendre avec l'aile modérée du FLN afin de favoriser à Alger l'instauration d'un régime pro-occidental.

Intervention d'agents de la CIA

Dans ce document secret, qui vient d'être déclassé aux archives fédérales à Berne, le colonel Musy affirme à propos des artisans de ce rapprochement OAS-FLN : "Ce sont les représentants des États-Unis à Alger, avant tout le consul général américain de cette ville, qui sont intervenus, bien entendu *téléguidés* par Washington, appuyés dans leur action par les agents de la CIA (Central Intelligence Agency) et nantis de fonds secrets importants."

Pour les services secrets suisses, traditionnellement très proches de leurs homologues américains, cette opération a été menée du côté de l'OAS par Jacques Chevallier - ancien maire d'Alger et ancien secrétaire d'État à la Défense -, Jean-Jacques Susini - le numéro deux de l'OAS - derrière le général Raoul Salan et le colonel Jean Gardes. Ce rapprochement, très éphémère, n'aura pas de suites. Les dirigeants historiques du FLN y étant totalement opposés.

Des appuis financiers

Jean-Jacques Susini serait "l'élément capital de l'action", selon les services suisses qui ajoutent : "Nous savons qu'il réside depuis plusieurs semaines au consulat général américain. Le consul lui avait du reste donné toutes les assurances pour son départ au cas où l'affaire ne réussirait pas. Fortement appuyé financièrement, Susini a eu de premiers contacts au début de juin."

Jean-Jacques Susini, que Lepoint.fr a rencontré cette semaine à son domicile parisien, a publié en

février dernier un livre d'entretiens avec Bertrand Le Gendre, ancien journaliste du *Monde*, intitulé "Confessions du n° 2 de l'OAS" (*). Il y évoque ses contacts avec le FLN, notamment avec Abderrahmane Farès, le président de l'exécutif provisoire, mis en place après les accords d'Évian.

Contacts politiques et financiers

"Il y a effectivement eu des contacts avec les Américains. Toutefois, ce n'est pas moi qui m'en suis occupé, mais Jacques Chevallier, l'ancien maire d'Alger. Mais en aucune façon, je n'ai logé au consulat américain ni reçu directement des fonds de la part des États-Unis", assure le docteur Susini, aujourd'hui âgé de 78 ans.

En insistant sur ses liens avec Jacques Chevallier (ils avaient fréquenté à des époques différentes le collège Notre-Dame d'Afrique), l'ancien numéro deux de l'OAS donne la précision suivante : "Comme nous évoquions ensemble les appuis que nous pourrions recevoir de l'étranger, Jacques Chevalier m'a dit : *Jean-Jacques, ne perdez pas votre temps. Les contacts avec les Américains, je les ai déjà. Ce sont des contacts étroits, au niveau politique comme au niveau financier.*"

Une Histoire de l'OAS

En novembre 1963, Jean-Jacques Susini, alors réfugié en Italie, avait publié *Histoire de l'OAS*, immédiatement saisie par la justice. L'ancien leader étudiant d'Alger n'a pas complètement renoncé à l'idée d'écrire un autre tome de cette histoire sanglante.

Jacques Chevallier, qui avait réorganisé le contre-espionnage de la France libre aux États-Unis en 1944, a pris la nationalité algérienne après l'indépendance. Il est décédé en 1971.

REGARDEZ les cinq pages du document sur "L'intervention des services américains en Algérie" :

"T r è s" c o n f i d e n t i e l

Bulletin d'information No. 14/62

L'intervention des services américains en Algérie.

Dans notre dernier bulletin du 26 juin, nous écrivions en parlant des possibilités de "fraternisation et de pardon", ainsi que de la création d'une troisième force, que "la solution la plus désirable serait une Algérie indépendante dirigée par les modérés musulmans et européens, liée étroitement à la France" et nous ajoutions que ce serait en fait "la solution que le général Challe préconisait, d'entente avec tous les politiciens modérés, aussi bien du côté français que du côté FLN !"

Nous terminions ce bulletin en disant que le lendemain du référendum d'autodétermination "sonnerait l'heure de la vérité et que très vite, nous saurions si l'Algérie indépendante serait pro-occidentale, neutre ou si elle serait orientée vers Le Caire et vers Moscou."

Il est évident que pour obtenir une formule pro-occidentale ou même seulement neutre mais respectant la personne et les biens des Algériens d'origine européenne, la première condition était l'interruption de l'action de l'OAS, c'est-à-dire de l'opération "terre brûlée"; cette interruption rendant possible le rapprochement des communautés. Cet arrêt de l'offensive OAS ne pouvait être atteint que par des pourparlers ! En effet, l'armée française refusait de s'engager contre la subversion européenne et seules la gendarmerie et les CRS (Compagnies Républicaines de Sécurité) la combattaient. La condition citée ci-dessus remplie, il pouvait alors découler, théoriquement du moins, l'intégration des Européens dans la communauté autochtone, c'est-à-dire en fait - si l'ose employer ce terme - "un 13 mai à rebours". Or, les pourparlers ont eu lieu et la neutralisation de l'OAS s'est accomplie sans engagement des forces armées.

Une question, à laquelle nous n'avions pu répondre, se posait dès lors : qui étaient le ou les artisans de cette intervention qui a été décisive et qui s'est déroulée dans les trois phases suivantes :

- conversations,
- accords dits de Rocher-Noir le 17 juillet,
- arrêt de l'opération "terre brûlée" et évacuation hors de l'Algérie des commandos OAS.

- 2 -

Examinons d'abord quelles sont les personnalités qui ont participé à cette opération : Du côté FLN : tout d'abord M. Farès, président de l'Exécutif provisoire, le Dr Mostefaï, représentant du FLN dans le dit Exécutif, appuyés sans doute depuis Tunis par Fehrat Abbas, le leader FLN, ancien président du GPRA qui du reste est rentré triomphalement en Algérie, plusieurs jours avant le référendum.

Du côté des Européens et de l'OAS : à Alger, M. Chevallier, ancien maire libéral d'Alger, Sabini, porte-parole des étudiants algériens et un modéré de l'OAS, et le colonel Gardes.

À Oran : M. Laffont, directeur de "l'Echo d'Oran", personnalité libérale qui avait toujours lutté pour l'autonomie de l'Algérie, ainsi que le colonel Dufour.

Or, il est très difficile d'admettre que ce rapprochement s'était fait sans intermédiaires, mais le secret absolu avait été gardé. Etaient-ce des hommes politiques de la Métropole que l'on aurait pu chercher au sein du MRP ou parmi les indépendants ou même les socialistes ? Etaient-ce quelques amis de Guy Mollet ou de Max Lejeune ?... Ce n'était sûrement pas un proche de l'Elysée, agissant avec ou même sans l'assentiment du général de Gaulle, car l'amnistie en Algérie allait mettre le pouvoir en Métropole dans une position difficile ! En outre, selon Paris, il aurait fallu que les commandos OAS soient détruits en Algérie et non pas qu'ils puissent se réfugier quelque part en Europe, ce "planquage" provisoire leur permettant un jour peut-être de rentrer en Métropole ! Mais comme je l'ai dit plus haut, le secret avait été bien gardé.

Or, depuis hier, nous savons enfin que ce sont les représentants des Etats-Unis à Alger, avant tout le Consul général américain de cette ville, qui sont intervenus, bien entendu "s'éguidés" par Washington, appuyés dans leur action par les agents secrets du C.I.A. (Central Intelligence Agency) et nantis de fonds secrets importants.

Quelles sont les raisons de cette intervention américaine ? ... Il faut se rappeler tout d'abord qu'avant le putsch du 21 avril 1961, le général Challe, qui venait de quitter le commandement Centre-Europe dépendant de l'OTAN, avait eu sûrement des contacts avec des agents du C.I.A. et on affirmait même que Washington lui avait promis son appui. En effet, il y eut des faits troublants, comme par exemple la présence à Alger de l'attaché militaire des USA à Paris et de son adjoint quelques heures avant l'arrivée du général Challe; nous avons pu établir que les officiers américains avaient fait une demande spéciale pour effectuer ce voyage à cette date. En outre, il est notoire que le poste émetteur du Consulat général américain à Alger avait été employé pour la liaison Alger-Paris au moment du putsch. Nous n'avions jamais pensé que Washington s'était vraiment engagé à appuyer ce "quarternon de généraux", comme les a appelés le Président de la République, mais il est évident que si l'opération avait tourné au succès, les Yankees étaient alors à pied d'œuvre et prêts à se précipiter au secours des vainqueurs.

Il est certain cependant que depuis cette époque, l'évolution en Algérie a causé bien des soucis à Washington, puisque l'autonomie n'étant

- 3 -

plus concevable, ce pays allait inévitablement vers l'indépendance. Or, ce nouvel état pouvait être, selon l'évolution, pro ou anti-occidental et il fallait absolument contribuer à ce qu'il soit aussi proche que possible de l'Occident. En outre, les constatations faites par les services américains ces derniers mois n'étaient pas encourageantes, car en Afrique du Nord et en Afrique Noire, l'ingérence de Moscou se manifestait avec une fréquence accrue. Au Maroc, par exemple, la propagande soviétique appuyait l'opposition contre le Roi d'une façon très diplomatique puisqu'elle n'attaquait pas la monarchie, mais seulement la "monarchie absolue" et que la pression de l'opposition était assez forte pour obliger le Roi Hassan, désireux prouver sa neutralité, à accepter d'importantes livraisons d'armements soviétiques.

() Les Arènes, 185 pages.*

*ce document a été depuis déclassifié. Il est consultable en ligne sur le site internet des Documents diplomatiques suisses